

Collectivité de Corse

Office du Développement Agricole et Rural de Corse

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DE LA FILIERE FORET-BOIS

APPEL A PROJETS 2014-2020 – N°FB-2019

REFERENCE REGLEMENTAIRE:

- ✓ PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA CORSE 2014 (FEADER):
Dispositifs 6.4.2 et 8.6

DATES LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES:

- 📅 **Sessions:** L'Appel à projet est ouvert en continu jusqu'au 15 Novembre 2022

TABLE DES MATIERES

Référence réglementaire :	1
Date limite de remise des candidatures:	1
1. PRÉAMBULE	3
2. MODALITÉS DE CANDIDATURE	3
3. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJET	4
Lien avec la stratégie territoriale pour le développement économique de la filière forêt et bois de Corse	4
Priorités opérationnelles	4
4. DISPOSITIONS TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES	5
Porteurs de projet et Essences forestières éligibles	5
Dépenses éligibles	6
VOLET « INGÉNIERIE, PROSPECTION, INNOVATION »:	6
VOLET « DÉVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS ET SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS »:	6
Autres conditions de recevabilité des projets	8
Taux d'intervention et dispositions spécifiques	9
Grilles de sélection relatives aux dispositifs d'aide	10
MESURE 6.4.2	10
MESURE 8.6	11

1. PRÉAMBULE

Le PDRC a été validé par décision de la Commission Européenne le 06 octobre 2015.

Référence de l'appel à projet :

Titre	Investissement des entreprises de la filière Forêt-Bois
Numéro référence AAP	Mesures 6.4.2 et 8.6
Date d'approbation AAP	15/02/2022 arrêté N° 22/051CE
Date de lancement de l'appel à projet	18/07/2022
Date de clôture	15 Novembre 2022

Cet Appel à Projet est destiné à accroître la productivité et la compétitivité des entreprises qui œuvrent dans le secteur des travaux forestiers, de l'exploitation forestière, de la 1^{ère} transformation et de la 2^{ème} transformation pour ce qui concerne les équipements destinés à la fabrication de produits semis transformés : granulés, parquet massif, lame de terrasse, bardage, bois d'ingénierie (bois lamellé collé, bois massif reconstitué, ...), bois techniques (charpentes en Kit...), panneaux.

Elle doit permettre aux entreprises de répondre dans de bonnes conditions aux besoins des propriétaires forestiers en amont de la filière, d'augmenter l'utilisation du liège et du bois local dans la 2^{ème} transformation, et d'améliorer la filière biomasse-énergie, telles que le prévoient les sous-mesures 6.4.2 et 8.6 du PDRC.

2. MODALITÉS DE CANDIDATURE

Pour sa candidature au présent appel à projet, le demandeur devra présenter le formulaire de réponse joint au présent AAP dûment complété, en le retournant au service instructeur ODARC à l'adresse suivante :

ODARC – Office du Développement Agricole et Rural de Corse
BP 618

20601 Bastia

Seules les opérations dont le début de réalisation est prévu dans un délai d'un an à compter de la date de dépôt de la réponse au présent appel à projets seront retenues.

Un même bénéficiaire pourra répondre plusieurs fois à l'appel à projet, tout au long de la programmation.

3. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJET

LIEN AVEC LA STRATEGIE TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA FILIERE FORET ET BOIS DE CORSE

L'assemblée de Corse a adopté le 30 septembre 2016 une stratégie territoriale pour le développement économique de la filière forêt et bois de Corse (Délibération AC n° 16/212 du 30 septembre 2016).

Cette stratégie inclut des actions visant à intervenir d'une part, sur l'offre, avec un objectif général de soutien à une production de qualité, qui s'individualise face à un marché du bois devenu mondialisé et, d'autre part, sur la demande – notamment dans le domaine de la construction – afin que celle-ci devienne le réel moteur de la filière.

Cet appel à projet contribue à favoriser une hausse des investissements dans la filière, que ce soit dans le capital matériel et immatériel des entreprises mais aussi dans le capital humain, et une montée en gamme qualitative de la production locale, notamment au travers d'une certification spécifique.

Cet appel à projet répond aux objectifs de la « stratégie territoriale pour le développement économique de la filière forêt et bois de Corse » (cf. Délibération AC n° 16/212 : *Annexe : Tableau synoptique des objectifs de la stratégie territoriale pour le développement économique de la filière forêt et bois de Corse*), en étant ciblé sur les points suivants :

- Objectif 1 : développement des installations de transformation et de valorisation des bois de Corse
- Sous-objectif 1.1 : augmenter les investissements dans la filière
- Sous-objectif 1.3 : satisfaire les approvisionnements des entreprises et trouver des débouchés pour les bois de faible valeur
- Sous-objectif 3.3 : relancer la production et la transformation du liège
- Objectif 4 : formation et innovation
- Objectif 5 : certification des bois de Corse

PRIORITES OPERATIONNELLES

Dans un souci de cohérence avec la stratégie régionale évoquée ci-dessus, **les investissements en lien avec les activités suivantes seront priorités** conformément à la grille de sélection (cf. annexe):

- ✓ **Séchage,**
- ✓ **Traitement des bois (thermique, imprégnation, trempage...)**
- ✓ **Marquage mécanique des bois,**
- ✓ **Transformation du liège,**
- ✓ **Production de bois d'ingénierie.**
- ✓ **Certification environnementale ou de produit.**

Par ailleurs, les porteurs de projets devront considérer les exigences suivantes :

- ✓ **Approche territoriale** (circuits courts ; démarches collectives ;...),
- ✓ **Approche environnementale** (prise en compte des réalités de la ressource ;...),

Ces éléments seront pris en compte dans l'instruction des projets, dans un objectif général de renforcement de la compétitivité des entreprises de ce secteur.

4. DISPOSITIONS TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES

PORTEURS DE PROJET ET ESSENCES FORESTIERES CIBLEES

L'aide est destinée aux bénéficiaires suivants, mettant en œuvre les essences forestières visées par la filière corse (le ciblage sera effectué au regard des éléments déclarés dans la réponse à l'appel à projet) :

Catégorie	Type de bénéficiaire	essences forestières ciblées dans le projet
Amont forestier	Les entreprises de l'amont forestier :	
	o Les prestataires de travaux forestiers (ETF) ou offrant des prestations de câble mât	Toutes
	o les exploitants forestiers (EF)	
	o les exploitants de la ressource subéricole	Chêne-liège
	o les coopératives forestières	
	o Les acteurs exerçant une activité d'expertise dans le domaine forestier (expert agréé, OGEC)	Toutes
1ère transformation	Les entreprises œuvrant dans le secteur de la 1ère transformation des produits forestiers et des sous-produits de la forêt, notamment :	
	o les entreprises de sciage et de séchage du bois	Pin laricio et/ou Pin maritime et/ou hêtre et/ou Châtaignier et/ou Chêne vert
	o les entreprises d'exploitation et de 1ère transformation du liège (broyage, stockage, découpe)	Chêne-liège
	o les entreprises de production et de fourniture de biomasse ligneuse, pour ce qui concerne les investissements liés à la transformation de la matière première en combustible (matériel de broyage et de confection de plaquettes ligneuses de bûches et de granulés, unités de stockage, conditionnement...)	Toutes
2nde transformation	Les entreprises de la seconde transformation du bois et du liège, proposant sur le marché :	
	o des produits semi transformés (panneaux, bardage, bois d'ingénierie...).	Pin laricio et/ou Pin maritime et / ou hêtre et/ou Châtaignier et/ou Chêne vert et/ou Chêne-liège
	o des produits transformés à base de liège (panneaux...).	

Bénéficiaires exclus de ces dispositifs :

- ✓ Les projets qui consistent en un simple remplacement de matériel.
- ✓ Les entreprises en difficulté et qui ne sont pas à jour de leurs obligations fiscales et sociales.
- ✓ Les entreprises relevant principalement d'une activité de négoce.

DEPENSES ELIGIBLES

Les investissements éligibles sont les suivants :

VOLET « INGENIERIE, PROSPECTION, INNOVATION » :

Secteur	Dépenses admissibles
Amont forestier	- Les études de faisabilité, techniques ou liées à des innovations technologiques, notamment les études préalables aux investissements de sciage séchage, câblage et broyage.
1ère transformation	- Les études technico-économiques. - Les études de marché et de recherche de débouchés.
2nde transformation	- Les coûts générés par des innovations organisationnelles : <ul style="list-style-type: none"> ○ Coûts liés au regroupement d'entreprise, ○ Aide au conseil pour la création/ constitution, ○ Accompagnement des entreprises à la certification sous la forme de conseil ou participation aux frais de certification.

VOLET « DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS ET SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS » :

Secteur	Dépenses admissibles
Amont forestier	<ul style="list-style-type: none"> - Le matériel lié à l'expertise forestière (informatique, mesure, géolocalisation,...) - Le matériel d'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> o Pour le matériel de travaux sylvicoles : <ul style="list-style-type: none"> § Les broyeur forestiers § Les engins répondant à de nouvelles techniques forestières ou commerciales. o Pour le matériel de débardage : <ul style="list-style-type: none"> § Tracteurs agricoles équipés de protection forestière. § Tracteurs forestiers, porteurs, remorques (ou camion pour le câble) équipées d'une grue et/ou d'un équipement de débardage par câble § Autres moyens de débardage mécanisé : câbles aériens ou non (hors câbles équipant les gestionnaires financés par la mesure 4.3.2), treuils, goulottes... équipements divers liés à la traction animale y compris cheval, o Investissements complémentaires permettant le conditionnement du bois avant transport : tête de reprise, équipement mécanique pour le billonnage en forêt... o Matériel d'abattage : <ul style="list-style-type: none"> § Engins combinées d'abattage et de façonnage, § Têtes ou pince d'abattage, § Pelles mécanique ou véhicule tout terrain équipés de tête ou matériel d'abattage.

	<ul style="list-style-type: none"> o Cubeurs ou instruments de mesure et d'analyse des bois (peson, scanner embarqué...), - Les autres matériels et infrastructures, notamment : <ul style="list-style-type: none"> o Eponteuses, écorceuses, fendeuses pour la fabrication de piquets, o Machine combinée de façonnage de bûches, o Matériel de sécurité, o Matériel informatique de pilotage (GPS, transcodeur pour envoi de données chantier géo-référencées, ordinateur embarqué...) et logiciels. o Broyeurs à plaquettes fixes, automoteurs ou tractés o Matériels de récolte de bois énergie et de mobilisation des rémanents d'exploitation forestière o Matériel de récolte et de première transformation du liège o Matériel forestier de transport tracté ou porté (benne, remorque forestière routière...) o Grue forestière pour véhicule de transport routier (grumier, camion remorque pour le transport de bois rond). o La construction de plateforme et abris pour le stockage et le séchage du bois énergie au bénéfice des entreprises du secteur, en dehors de l'équipement des forêts prévu dans le cadre de la mesure 4.3.2 au bénéfice des gestionnaires de ces terres, o La construction de hangar et bâtiments d'exploitation (y compris les locaux administratifs et commerciaux),
1ère transformation	<p>Les équipements et les infrastructures des entreprises de première transformation du bois d'œuvre (scieries), et des unités de transformations du liège, en lien avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> o le fonctionnement du parc à bois, notamment pour ce qui concerne le billonnage et l'écorçage des grumes, le cubage, le tri, le classement et l'étuvage des bois, ainsi que la détection des inclusions métalliques, o le sciage du bois (transformation de grumes, aboutissant à la fourniture de bois sciés, tranchés, déroulés ou fraisés), o les systèmes de contrôle de la qualité, d'automatisation et de développement technologique, de classement CE et de marquage des sciages, o la valorisation des sciages, comprenant notamment le séchage, l'étuvage, le rabotage, l'aboutage, ainsi que tous les investissements susceptibles d'adapter les produits de la scierie à la demande de l'aval (notamment la production de produits semi transformés : parquet, bardage, lame de terrasse, bois technique (charpente en kit...) ou d'ingénierie (Bois Lamellés Collés, Bois Massifs Aboutés, Bois Massifs Reconstitués...). o la valorisation de produits connexes lorsque ceux-ci sont utilisés sur le site de l'entreprise à l'exclusion des installations énergétiques, o les équipements nécessaires au fonctionnement d'unités de transformations du liège. o la construction et l'aménagement d'infrastructures de production et de stockage ou celles à vocation administrative et commerciale.
2nde transformation	<p>Investissement matériel dédié au projet sélectionné</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements en matériels liés à la production et mise en marché : <ul style="list-style-type: none"> o des produits semi transformés (Bois d'ingénierie, panneaux, bardage...). o des produits transformés à base de liège (panneaux...).

Autres dispositions :

- ✓ Les coûts éligibles comprennent les équipements ainsi que les frais généraux dans la limite de 10% de l'assiette éligible de l'opération (coûts inhérents à l'installation frais d'étude...).
- ✓ Les dépenses sont éligibles à compter de l'AR de dépôt du formulaire de demande de subvention.
- ✓ Pour la mesure 6.4.2 :
 - Le coût des travaux doit être supérieur à 5 000 €
 - La liste des investissements éligibles telle que mentionnée dans le volet « Développement des Installations et soutien aux investissements », conformément aux dispositions prévues à la mesure 6.4.2 5 E du PDRC, n'est pas exhaustive et pourra être étendue à tout matériel nécessaires à la mise en œuvre des projets relevant de ce dispositif.
 - Les bâtiments visés à cette mesure doivent être réalisés en bois.
- ✓ Pour la mesure 8.6 :
 - L'achat de foncier nécessaire à la mise en œuvre du projet d'infrastructure est éligible dans la limite de 10% de l'assiette de l'opération, uniquement pour la mesure 8.6 du programme.
 - Les matériels d'occasion ne sont éligibles qu'à la mesure 8.6. Pour ces derniers ils devront également remplir l'ensemble des conditions suivantes :
 - Le matériel devra être vendu par un concessionnaire de matériel ou une structure professionnelle spécialisée attestant de son origine (matériel garantie, remis en état et conforme aux normes applicables),
 - Le matériel doit n'avoir jamais fait l'objet d'une aide financière (attestation du fournisseur),
 - Le prix du matériel d'occasion doit être inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf.
- ✓ Pour les plateformes de stockage s'ajoutent les critères techniques d'éligibilité suivants : comporter une aire de stockage bitumée ou bétonnée pour éviter le mélange du combustible avec de la terre ou des cailloux lors des opérations de manutention ou de chargement. Le stockage devra être couvert afin d'éviter que la pluie n'altère la qualité du combustible stocké et sa valeur énergétique.

Les dépenses inéligibles concernent :

- ✓ Le rachat d'actifs,
- ✓ Les matériels roulants (chariots élévateurs, camions...) à l'exception de ceux qui sont spécifiques à la manutention des bois ronds (pelle à grappin, pont roulant...),
- ✓ Les chaudières, y compris celles alimentées au bois.

AUTRES CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS

Les conditions transversales d'admissibilité des projets sont les suivantes :

- ✓ Le projet doit être réalisé en Corse.
- ✓ Les études technico-économiques éventuellement réalisées en amont du projet doivent être menées en conformité avec le cahier des charges définis par les services instructeurs.
- ✓ Les projets doivent respecter les obligations inhérentes à la réglementation en vigueur (conformité avec le droit spécifique applicable en matière d'évaluation de l'impact environnemental, déclarations préalables de travaux, autorisations, ...).
- ✓ Le bénéficiaire doit présenter à la demande un plan d'entreprise démontrant la faisabilité et la viabilité de son projet et des investissements.

- ✓ Pour les bénéficiaires soumis au code des marchés publics et à l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les dépenses doivent être engagées en conformité avec la réglementation de la commande publique (les pièces constitutives du marché devront alors être communiquées au service instructeur).
-

- ✓ Le démarrage effectif du projet devra s'effectuer au plus tard dans l'année suivant la décision d'attribution de l'aide, la durée des travaux soutenus ne devra pas excéder 24 mois sauf cas exceptionnel dûment justifié.

TAUX D'INTERVENTION ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Les taux de financement définis ci-après sont des maxima mobilisables sur ces types d'opérations pour cet appel à projet. Ils sont donnés à titre indicatif :

- ✓ Pour la mesure 6.4.2 : **60%** (régime de minimis : plafond de 200 000 € d'aide sur 3 ans).
- ✓ Pour la mesure 8.6 : **40%** (Régime cadre exempté de notification SA.41595 (2016/N-2) – Partie B – Régime-cadre « Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique » du 12/8/2016)

Sont éligibles sur la mesure 6.4.2 :

- ✓ les micro-entreprises de travaux forestiers répondant aux attentes des clientèles implantées sur les territoires ruraux
- ✓ les entreprises utilisant le bois (incluant le liège) comme matière première (charpente, menuiserie, ébénisterie...)

Les bénéficiaires de la mesure 6.4.2 doivent répondre aux critères suivants :

- Micro-entreprises (effectif < 10 ETP et CA < 2M€) installées en zone rurale au sens de la définition prévue au paragraphe 8.1-I du PDRC,
- Entreprises ayant bénéficié d'une aide publique (dans le cadre de l'aide de minimis) inférieure à 200 000 € sur 3 ans.
- Pour les entreprises de travaux forestiers, elles doivent être impliquées dans au moins deux activités, parmi les catégories suivantes : achat et réalisation de coupe de bois, vente de combustibles, travaux forestiers pour des propriétaires (élagage, dépressage, tronçonnage...), travaux d'aménagement ou d'entretien de parcelles (clôtures, débroussaillage, pistes...),

Les entreprises de 2nde transformation ne sont pas éligibles à la mesure 8.6.

GRILLES DE SELECTION RELATIVES AUX DISPOSITIFS D'AIDE

MESURE 6.4.2 (PRIORITE 5^E)

Localisation du projet dans les secteurs géographiques les plus fragiles : <ul style="list-style-type: none"> Projets localisés sur les communes de moins de 500 habitants Projets localisés sur les communes* de 500 à 1000 habitants Projets localisés sur les communes* de plus de 1000 habitants 	Maxi 30 points 30 20 10
Approche globale de la qualité du projet: <ul style="list-style-type: none"> le candidat présente une expérience reconnue ou a suivi une formation en adéquation avec l'activité qu'il souhaite développer, ou s'engage à suivre une formation qualifiante le projet s'intègre à une démarche d'action collective ou interprofessionnelle, ou à un réseau d'entreprises partenaires le projet peut se prévaloir d'une démarche de certification sociale ou environnementale (conformité ou évaluation par une tierce partie d'un diagnostic visant à l'atteinte), ou utilise des matériaux à faible empreinte environnementale (bois ou pierre) 	20 points 10 points 10 points
Publics spécifiques: <ul style="list-style-type: none"> Projet porté par un jeune entrepreneur (moins de 40 ans) projet porté par une femme 	10 points 10 points
Impact socio-économique du projet <ul style="list-style-type: none"> projet générateur d'emploi(s) pérenne(s) sur la durée d'engagement de la mesure Activité valorisant les ressources naturelles et/ou agricoles locales Activité génératrice d'un revenu au moins équivalent à ½ SMIC en N+2 	10 points 10 points 10 points
Produits transformés : <ul style="list-style-type: none"> Concernant du bois d'œuvre et ou du liège 	20 points
Investissements liés à l'une des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Séchage Traitement des bois Marquage mécanique des bois Production de bois d'ingénierie Certification environnementale de produits 	20 points
MAXIMUM	160 points
MINIMUM REQUIS	50 points

MESURE 8.6

Impact environnemental de l'opération	
<ul style="list-style-type: none"> Adéquation des matériels avec les contraintes du milieu (pente, nature du sol...etc.) 	10 points
Lien amont/aval au sein de la filière forêt/bois	
<ul style="list-style-type: none"> Projet privilégiant les circuits locaux d'approvisionnement et de commercialisation : projet prévoyant de s'approvisionner majoritairement auprès d'un fournisseur de la ressource locale ou visant à commercialiser son produit ou ses services dans la région 	30 points
<ul style="list-style-type: none"> formalisation d'accord commerciaux sous la forme de contrat ou de partenariat, notamment : contrat ou protocole d'approvisionnement avec des propriétaires forestiers précisant un engagement de volume, contrat ou protocole d'accord sur la fourniture de produits transformés ou de services précisant un engagement de volume...etc 	10 points
Valeur économique	
<ul style="list-style-type: none"> Projet prévoyant la création additionnelle d'un nouvel emploi 	10 points
<ul style="list-style-type: none"> Maintien des emplois 	10 points
<ul style="list-style-type: none"> Projet s'inscrivant dans une démarche contribuant à fournir une valeur ajoutée accrue aux produits, notamment la labellisation des produits issus de la forêt (PEFC, label France Bois Bûche...), 	10 points
<ul style="list-style-type: none"> Caractère innovant de l'opération : projet introduisant une nouveauté pour l'entreprise sur le plan technologique (type de matériel jamais utilisé au plan local), environnemental (process ou certification) ou organisationnel (modification des méthodes de travail) 	10 points
Produits transformés :	
<ul style="list-style-type: none"> Concernant du bois d'œuvre et ou du liège 	20 points
Investissements liés à l'une des activités suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> Séchage Traitement des bois Marquage mécanique des bois Production de bois d'ingénierie Certification environnementale de produits 	20 points
Niveau d'investissement :	
<ul style="list-style-type: none"> Investissement inférieur à 500 000 € 	10 points
MAXIMUM	140 points
MINIMUM REQUIS	40 points